

Le silence n'est pas une option - Le racisme est aussi un problème de l'Église

S'exprimer publiquement contre le racisme semble évident, mais toute personne qui fait une tentative peut s'attendre à de la résistance et on lui demande de ne pas trop s'identifier à la culture et à la politique identitaire "réveillée" du mouvement Black Lives Matter (BLM). Après tout, ils encourageraient à leur tour l'exclusion. Il est toujours bon et sain de garder un œil critique et de continuer à en parler. D'où cet article d'opinion.

Pour ceux qui ne connaissent pas la terminologie, voici un mot d'explication.

Le mot "Woke" a été inclus dans le dictionnaire anglais Oxford en 2017. Woke signifie *la vigilance à l'égard des formes d'injustice et de discrimination sociale*. Le mouvement #Blacklivesmatter adopte cette notion, pour montrer clairement que la société ne peut plus fermer les yeux sur le racisme. Comme dans toute lutte pour la justice et l'émancipation, nous voyons que certains agissent de manière radicale, tandis que d'autres sont plus modérés. Cependant, il est malhonnête d'identifier et de blâmer un mouvement entier pour les excès d'une partie plus petite et de justifier ainsi la violence institutionnelle de la police et de l'État.

Le deuxième terme qui s'y rapporte est celui de politique identitaire. On entend par politique identitaire une manière de faire de la politique qui s'inspire d'une certaine identité sociale et qui défend des groupes sociaux spécifiques. Cela se fait à partir d'un sentiment d'injustice. En termes de groupes, on peut penser à des groupes sur la base de la préférence sexuelle (comme les homosexuels, les lesbiennes, les transsexuels), de l'ethnicité, du sexe, de l'identité régionale ou religieuse.<sup>1</sup> Ces mouvements diffèrent des mouvements sociaux antérieurs en ce sens qu'ils ne demandent pas l'émancipation par l'inclusion dans la société, mais l'émancipation tout en maintenant la différence et l'identité du groupe.

La politique identitaire s'est imposée comme un concept aux Pays-Bas, principalement pour indiquer l'organisation politique des minorités ethniques et des musulmans et les discussions sur la neutralité des sexes et le passé colonial (le débat sur le Père Fouettard - qui est noir- , le "privilège blanc" et l'"innocence blanche"). En tant que forme d'organisation politique, la politique identitaire peut toutefois être découverte bien plus loin dans le temps: dès la fin du XIXe siècle, les réformés des Pays-Bas, suivis par les catholiques et les travailleurs, ont créé des partis et des associations autour de concepts tels que "l'autonomie sociale", ce qui a conduit à une situation de 'polarisation'. En Flandre, on peut y ajouter les piliers socialistes et catholiques et, dans une phase ultérieure, le pilier libéral également, chacun formant son propre monde.

Ainsi, les mouvements d'émancipation comme le BLM ne sont pas très différents des mouvements d'émancipation dont nous avons nous-mêmes évolué et dont nous pouvons faire partie. Les mouvements d'émancipation sont toujours rendus suspects. Le féminisme, par exemple, produirait des femmes qui détestent les hommes, et toute organisation de migrants est rapidement accusée de ségrégation. La politique identitaire n'est pas sans risque, mais diaboliser et étiqueter comme socialiste ou gauchiste est trop facile. De nombreuses églises de migrants font également appel à la différence et à l'identité de groupe, comme le fait la communauté juive orthodoxe, tandis que les

---

<sup>1</sup> <https://historiek.net/identiteitspolitiek-betekenis-kenmerken-definitie/100735/>

églises traditionnelles, souvent blanches, ne sont pas remises en question. La ligne de démarcation n'est donc souvent pas aussi nette et devra être reconsidérée dans chaque contexte.

Néanmoins, nous aimerions tenter de poursuivre la conversation. La politique identitaire et en particulier l'intersectionnalité (ou intersectionnalisme) est utilisée dans le monde universitaire comme analyse politique, afin de pouvoir identifier les inégalités de pouvoir dans les domaines du sexe, de la couleur de la peau, de l'ethnicité, de l'âge, de la classe socio-économique, de la religion et de la génération. Lorsque cette analyse politique devient une idéologie et un dogme, elle devient une caricature. Le résultat est que l'identité de l'autre devient problématique. Les blancs ne sont pas autorisés à parler de racisme et les hommes ne sont pas autorisés à parler de sexisme. Ces dogmatiques pensent que des gens comme eux ne peuvent jamais être racistes ou sexistes, quoi qu'ils disent ou fassent, parce qu'ils sont en position de minorité. Ce dernier est à juste titre considéré comme culpabilisation.

Cependant, il y a une différence entre analyser, aborder et résoudre un problème structurel ou un acte répréhensible et blâmer/culpabiliser les gens. Au lieu de parler en termes de culpabilité, il serait préférable de parler en termes de responsabilité. Cela pourrait être amélioré, en particulier dans les milieux ecclésiastiques. Trop souvent, les prêches et les études bibliques parlent de pardon et de réconciliation en mettant l'accent sur une morale individualiste et pensent en termes de micro-relations, sans s'ancrer dans l'analyse historique des relations de pouvoir et de force entre les groupes et les classes. Il ne faut pas que des mots comme culpabilité, pardon et réconciliation deviennent des paroles en l'air. Il faut que l'Évangile soit accompagné des actes. De plus, des mots comme réconciliation et pardon ne doivent pas être mis en contraste avec l'exigence de sécurité et d'inclusion. Une approche pastorale ne fait donc pas obstacle à une prise de position sur un problème structurel, mais l'intègre si possible.

Après tout, nous devons faire face au fait que nos sociétés "blanches" du Nord sont des sociétés de classe dans lesquelles tout le monde n'a pas bénéficié de la même manière de l'exploitation du Sud, non seulement les migrants mais aussi de nombreux blancs n'ont aucun privilège. Faire comme si le racisme et la pauvreté n'existaient (presque) plus, n'aide personne. De plus, le racisme est souvent institutionnalisé dans le monde entier: des Turcs aux Kurdes, des Chinois aux Ouïgours, des Arabes aux Africains noirs (Soudan), de l'Indonésie aux Chinois, etc. Pensez aussi à l'économie esclavagiste très répandue au Qatar, en Arabie Saoudite ou en Inde. Là aussi, le message des victimes retentit, et nous ne devrions pas non plus être sourds à cela.

Le gigantesque vol de biomasse du Sud est toujours légitimé par le "*white man's burden*" (le fardeau de l'homme blanc). Si les populations du Sud, maintenues dans un état de sous-développement et de pauvreté, osent chercher une vie digne et s'approcher de nous de trop près, elles sont déshumanisées. Les réfugiés se voient privés des droits fondamentaux. Ils sont confrontés à la répression de régimes douteux comme la Turquie, la Libye, le Niger ou le Soudan. Le néocolonialisme, qui maintient ses structures de domination avec des guerres si nécessaire, exige un certain degré de déshumanisation des peuples du Sud - et donc des schémas de pensée racistes.

En tant qu'église de l'EPUB, le silence sur le racisme n'est pas une option si nous voulons rester crédibles vis-à-vis des nombreux membres de l'église issus de l'immigration et vis-à-vis de nos églises partenaires dans le Sud. Nous avons inclus la confession de Belhar dans notre constitution et cosigné la déclaration d'Accra. Ces deux déclarations de foi sont un appel permanent à résister à toute forme

d'exclusion et un appel à continuer à informer et à travailler pour une Église et un monde juste, sûr et inclusif.

Puisque le racisme est un monstre à plusieurs têtes qui se dissimule facilement, voici quelques recommandations pour faciliter la discussion et avancer:

- la promotion de la formation spirituelle et sociale comme moyen de transformer continuellement nos communautés en espaces non violents, une participation juste et sûre pour toutes et pour tous;
- de reconnaître qu'il existe des perspectives différentes, parfois contradictoires, au sein de l'Église sur les questions sociales, et de créer des espaces où ces perspectives peuvent être en dialogue véritable les unes avec les autres pour approfondir le discernement;
- créer des espaces de rencontre œcuménique, interreligieuse et interculturelle, et instaurer la confiance dans "l'autre";
- de travailler en réseau avec d'autres acteurs de la société civile et de créer des partenariats avec la société civile qui partage les valeurs d'égalité et de justice;
- pour rappeler de manière critique les cas où l'Église et la théologie se sont rendues complices du racisme et des programmes populistes ethno-nationalistes et pour souligner la nécessité de se repentir, de connaître les causes profondes de l'injustice;
- de (continuer à) mettre la justice à l'ordre du jour ecclésiastique et de donner un témoignage prophétique contre les systèmes et les structures oppressives et exclusives;
- de partager des histoires d'espoir, d'intégration et de dignité; et
- de discuter et redécouvrir sans cesse le sens de la justice, de la libération et de la liberté.

Marc Loos et Eefje van der Linden